

## **Marcel Rudloff humanisme, politique et spiritualité**

Lorsque nos réunions, pour la préparation du cycle des conférences ou de débats traînaient en longueur, interrompues par des digressions, lorsque nous n'arrivions pas à ficeler le programme des thèmes et à découvrir des intervenants compétents et percutants, la broussaille des sourcils de Frère Médard frémissaient, la main droite se glissait sur le menton et après quelques instants de silence, l'admonestation résonnait : "Hop !, hop ! Buewe, Schluss, fertig macha ". Alors notre ami Marcel intervenait : "Es word schon klappa", on y arrivera et ça marchera. Le ton était donné pour la suite de la discussion.

Son optimisme sans naïveté, son ironie sans dérision, sa jovialité marquait nos réunions de travail comme nos rencontres amicales. Dans les affrontements ou les impasses, son talent d'avocat se manifestait avec fougue, argumentant avec précision pour éclairer ou contredire tel ou tel point de vue, rejetant les réponses toutes faites, données ou imposées par les idéologies, refusant de se laisser porter par des courants à la mode. Garder les pieds sur terre, observer la société et son évolution dans ses diverses composantes pour en tirer des conclusions et choisir des terrains et des moyens d'action, avec détermination et lucidité, tel était le but et le résultat de ses interventions.

Par exemple, vers la fin des années 50 déjà, il s'inquiétait de la formation de bandes de jeunes gens et de jeunes filles, "les blousons noirs" de l'époque, se préoccupait de leur refus de la société des adultes, de leurs tendances à l'isolement. Au lieu de condamner, il se demandait si les responsables adultes, politiques ou associations, offraient à cette jeunesse une image et des structures accueillantes et prévoyait que le rassemblement d'un nombre de plus en plus important dans les cités périphériques plus ou moins isolées favoriserait et amplifierait le phénomène.

Son esprit de tolérance, attesté par ses amis comme par ses adversaires politiques, n'était pas une amabilité de bonne compagnie, mais l'expression de ses convictions de démocrate et de chrétien, du respect de l'autre. Ses convictions, il les vivait, les pratiquait sans besoin d'ostentation. " Pourquoi nous cacher d'être chrétien ? " nous disait-il. Nos adversaires nous connaissent bien et il faut d'ailleurs qu'ils nous reconnaissent, car si nous passons inaperçus, ce serait la preuve que notre christianisme n'est pas visible, et encore moins vécu.

Dans les turbulences de l'après concile, il pratiquait la "liberté des enfants de Dieu" dont parle Saint Paul, s'interrogeait pour séparer le bon grain de l'ivraie, les fondements de la foi des traditions sans jugement d'exclusion. Se moquant gentiment, à la remarque de Paul Claudel, lors de son passage au FEC, à propos de "la messe à l'envers" coram populo, ou évoquant, avec son talent d'imitateur, les interminables sermons de sa jeunesse, quand le prédicateur en chaire enlevait sa barrette après l'introduction et s'en recoiffait pour la conclusion. Ce talent, nous avons également pu l'apprécier quand, dans une soirée, il nous régala, en duo avec une amie, de quelques airs d'opéra.

C'était un humaniste, d'une vaste culture qui lui permettait de juger le présent dans le miroir du passé, de déceler les signes des événements, en écarter l'écume, comprendre leur importance et en tirer des leçons, entre espoirs et certitudes. C'était le cas, pour ne rappeler que trois exemples de nos débats, de l'adaptation des partis à la Vème République, des perspectives de la régionalisation et des aléas de l'engagement démocratique. De l'histoire, il avait aussi appris que la victoire d'un parti n'était pas une rente perpétuelle pour celui-ci ni

une solution définitive pour la communauté des citoyens, mais un enjeu de l'alternance, l'oxygène de la démocratie.

### **L'avenir des partis dans la Vème République**

Le référendum décidé par le Général De Gaulle pour l'élection du Président de la République au suffrage universel, en octobre 1962, déchaîne les passions. A l'accusation de "forfaiture" lancé par Gaston Monnerville, Président du Sénat et au "cartel des non", s'oppose vigoureusement le parti gaulliste, tandis que le MRP, en survie, est tiraillé et écartelé entre le oui et le non, entre la gauche ressoudée et l'UNR-UDT, les instances nationales du MRP, plus attirées vers le cartel que les élus d'Alsace. La sanction tombera dans la foulée, aux législatives de 1962, avec la perte de trois des cinq sièges conservés ici en 1958.

Au-delà des manoeuvres et péripéties de la campagne pro- et antiréférendaire, notre ami estime que l'adoption du projet soumis par De Gaulle au peuple, forcera les partis à se reconverter. Jusqu'alors, leur action et leurs luttes électorales se déroulaient dans un champ relativement circonscrit : commune, canton, arrondissement, ces trois degrés constituent les moments les plus importants de notre vie politique, ce qui, ajoute-t-il, donnait lieu à des querelles de notables plus

qu'à des confrontations idéologiques. Or, désormais l'événement majeur sur le plan électoral sera, de toute évidence, l'élection du Président de la République : l'enjeu national primera les enjeux locaux. N'est-ce pas bien plus tard, à partir des années 70 que cette adaptation à la nouvelle donne s'est imposée, avec le congrès d'Epinay pour François Mitterrand, en 1971, la transformation de l'UDR en RPR par Jacques Chirac en 1976, suivie en 1978 par la création de l'UDF à l'instigation de Valéry Giscard d'Estaing?

### **Le Conseil Régional à l'horizon**

A l'automne 1968, après l'annonce du Général De Gaulle d'un projet de régionalisation, Marcel Rudloff présente le rapport de la commission "Institutions" au colloque "L'Alsace et la régionalisation" organisé par le FEC et les ICS. Alors que les grandes lignes du projet gouvernemental ne sont pas encore connues, il se prononce pour l'élection du conseil régional au suffrage universel et au scrutin proportionnel (ce qui interviendra 14 ans plus tard par la réforme de Gaston Defferre) "afin que la régionalisation devienne une idée populaire, qu'elle soit comprise et assumée par le peuple et que la Région ne rate pas son entrée". Le projet de "création des régions et de réforme du Sénat" qui sera rejeté le 27 avril 1969 écartera l'élection comme la timide réforme de 1972. Au risque de politisation, qui sera avancé, il oppose d'avance le risque d'apolitisation qui serait plus grave. D'ailleurs, ce risque de politisation existe déjà dans les assemblées locales et départementales, observe-t-il ; cependant, dans la plupart des cas, les élections municipales et cantonales qui se déroulent dans un climat politique, ne gênent pas, par la suite, une action gestionnaire de large entente, lorsque les élus des différents partis prennent en compte l'intérêt de la commune ou du département qu'ils sont chargés, par la volonté populaire, d'administrer ensemble. N'est-ce pas la philosophie qui l'animera, plus tard, à la tête du conseil régional et, au pouvoir comme dans l'opposition au conseil municipal de Strasbourg ?

### **Rajeunissement...**

Le rajeunissement de la vie politique, une "redynamisation", préoccupation du Frère Médard,

dont l'impatience secouait nos rencontres, est souvent à l'ordre du jour. La politique, la vie des partis, répondent aussi à des conditions biologiques ; le corps électoral change d'âge, et ce changement doit se faire sentir dans la représentation des électeurs, écrit Marcel Rudloff dans ELAN, après un débat consacré aux municipales de 1959, marquées par une forte abstention. On a parfois l'impression que les partis politiques sautent une génération, faisant l'impasse sur la génération intermédiaire, celle des 30 à 40 ans. Il serait paradoxal de réserver les responsabilités politiques, c'est-à-dire de la société, à ceux qui n'ont plus d'autres responsabilités dans le domaine professionnel ou familial.

Lucide, il constate que cette volonté de rajeunissement bute sur deux obstacles : la rigidité des structures des partis, le critère d'admission à des responsabilités étant trop souvent défini en fonction du passé et de la tradition, et l'apolitisme des milieux professionnels. Le critère de la fidélité conduit trop souvent à l'immobilisme ; les partis perdent ainsi en dynamisme ce qu'ils gagnent en discipline et les jeunes hésitent à s'engager parce que leurs initiatives de " francs-tireurs ou d'avant-garde " risqueraient d'être suspecté ou condamnées. Il allait se rendre compte, vingt ans plus tard, à la veille des municipales de 1989, à quel point une cure de rajeunissement pouvait être une entreprise difficile, de quel poids pesaient " les droits acquis " dans une longue carrière. Avec humour, il constatait aussi qu'arriver trop jeune, trop vite, trop haut, pouvait avoir son revers ; quand Valéry Giscard d'Estaing ramait éperdument pour revenir dans les eaux présidentiables, il disait avec un sourire qu'il faudrait élire à l'Elysée un candidat d'âge avancé pour qu'après son septennat, il n'aspire qu'à la retraite. Mais l'âge empêche-il une réélection?

Le militant armé de patience et de convictions, était allergique à tout dogmatisme et toute exclusive. On peut être partisan, sans être injuste ou malhonnête à l'égard de ses camarades de parti comme de ses adversaires, nous disait-il. Nach oben kriechen, nach unten treten " ramper vers le haut, piétiner le bas " n'était pas sa devise.

### **...et apolitisme**

Le second obstacle au rajeunissement, au renouvellement de la vie de l'organisation des partis est l'apolitisme, constate-t-il. Il ne s'agit pas seulement d'une indifférence de dilettante, mais d'une position de principes. Ces personnes se vantent de ne pas être engagées dans la politique, et tirent gloire "de ne jamais faire de politique", parce que, "la politique est un mal qui gâte l'harmonie entre les hommes", justifiant l'aphorisme de Paul Valéry "toute politique se base sur l'indifférence du plus grand nombre". D'autre part, les citoyens blasés et sceptiques estiment que l'ambition personnelle est le guide principal des hommes politiques, et cette suspicion le blessait. Cette indifférence, cette démission n'est qu'un moyen commode de se décharger, à bon compte, des responsabilités civiques, quitte à accabler ceux qui s'engagent à leurs risques et périls.

Entre ceux qui veulent jouer les Antigones et ceux qui se complaisent dans le rôle de Cassandre, en laissant à Créon l'exercice du pouvoir, il a choisi l'engagement, dans la politique et d'autres champs d'action, selon des principes qui l'ont préservé d'un opportunisme à courte vue ou d'un populisme racoleur.

"Tout commence en mystique et finit en politique... L'essentiel est que la mystique ne soit point dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance". Cette réflexion de Charles Péguy illustre la vie et la longue route parcourue par notre ami, à travers succès, déboires et honneurs, des premiers engagements aux charges de premier plan.

Alphonse Irjud